



Sous la direction du Professeur Karl Hanson

**AU TESSIN, QUELLE PRISE EN CHARGE DES MINEURS
REQUÉRANTS D'ASILE DÉBOUTÉS ?**
EXPLORATION DES PERSPECTIVES DES TROIS ACTEURS CONCERNÉS

MÉMOIRE – Orientation professionnalisante

Présenté à
l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Stefania BRÄNDLI

de

MORBIO INFERIORE (TI)

Mémoire No. DE 2013/MIDE 11-12/03

SION
Janvier, 2013

Remerciements

Je remercie l'équipe du centre d'accueil tessinois pour requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse. En particulier, mes remerciements sincères s'adressent à Monsieur Liou qui m'a permis de mener cette recherche au sein du centre qu'il dirige, à tous les professionnels qui ont accepté de répondre aux questions posées avec disponibilité et intérêt, et à tous les enfants qui ont participé activement à cette étude.

Je remercie le professeur Karl Hanson qui a dirigé ce Mémoire de Master. Son aide et ses conseils ont été précieux.

Enfin, je tiens à remercier Marie pour son travail de correction. Son assistance a été fondamentalement importante pour moi.

Synthèse

Ce travail permet d'approfondir le thème de la prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés au sein du centre d'accueil tessinois. Plus précisément, cette rédaction consiste à relever et à comparer les perspectives des trois acteurs du domaine : les professionnels travaillant dans le centre, les mineurs qui y habitent et les cadres législatifs internationaux et nationaux en matière d'asile. Les conceptions de ces trois acteurs sont prises en compte sous l'angle de six indicateurs, à savoir le principe de non-discrimination, la santé, la participation, l'école, les loisirs et les conditions de vie, et ils sont analysés avec l'outil analytique des droits vivants et des traductions. La question à laquelle ce travail cherche à répondre est : « quelles tensions existe-t-il entre les perspectives des professionnels, des mineurs et des cadres législatifs dans la prise en charge des mineurs requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse ? ». Les résultats de l'étude démontrent que les conceptions des acteurs se trouvent en tension dans les indicateurs suivants : le principe de non-discrimination, la santé, la participation, l'école et les conditions de vie. Pour le premier, les professionnels affirment garantir le principe de non-discrimination à travers un traitement équitable, ce qui résulte être une pratique discriminante pour certains mineurs vulnérables. En ce qui concerne la santé, l'infirmière se doit de jongler entre des législations trop dures, la réalité vécue par les bénéficiaires, les conventions nationales et internationales, et les principes éthiques de sa profession. Pour la participation, les mineurs interrogés affirment bénéficier de ce droit. Pourtant, à ce sujet, les professionnels admettent intégrer, dans les processus de décision, les parents, en ne laissant pas de place aux enfants. En ce qui concerne l'école, les enfants non scolarisés et leurs parents revendiquent le droit à l'éducation, ce dernier n'étant pas garanti à tous les mineurs requérants d'asile déboutés accueillis dans le centre de Cadro. Enfin, dans le domaine des conditions de vie, il apparaît que les législations et la réalité vécue par les professionnels et les enfants se trouvent sur deux niveaux parallèles n'ayant que très peu en commun. Ainsi, cette recherche essaie de démontrer que les perspectives diverses entre les acteurs et les revendications des mineurs causent des relations tendues, voire conflictuelles.

Liste d'abréviation

AELE : Association Européenne de Libre Echange

al. : alinéa

art. : article

CDE : Convention relative aux droits de l'enfant

CEP : Centre d'enregistrement et de procédure

EASO : European Asylum Support Office (Bureau européen d'appui en matière d'asile)

LAMal : Loi fédérale sur l'assurance maladie

LAsi : Loi sur l'asile

let. : lettre

LEtr : Loi fédérale sur les étrangers

MNA : mineurs non accompagnés

NEM : Non-entrée en matière

OA 1 : Ordonnance 1 sur l'asile relative à la procédure

ODM : Office fédéral des migrations

Pacte I : Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Pacte II : international relatif aux droits civiques et politiques

UDC : Union démocratique du centre

UE : Union Européenne

Table des matières

1. Introduction et question de recherche.....	1
2. Méthodologie et définitions	3
2.1. Recherche de littérature	3
2.2. Sujets.....	3
2.3. Observation participative, entretiens et dessins.....	4
2.4. Ethique	5
2.5. Définition de l'enfant.....	6
2.6. Le statut d'enfant requérant d'asile	6
2.6.1. Le statut d'enfant requérant d'asile débouté	7
3. Politiques législatives en matière d'asile pour les enfants.....	7
3.1. Droit international.....	8
3.1.1. La Convention relative aux droits de l'enfant	8
3.1.2. Les accords bilatéraux	9
3.2. Droit interne.....	11
3.2.1. Loi sur l'asile	11
3.2.2. Loi fédérale sur les étrangers	12
3.2.3. Office fédéral des migrations.....	12
3.3. Règles de conflit entre la législation internationale et interne.....	13
4. Analyse des perspectives des acteurs concernés.....	14
4.1. Le centre d'accueil pour enfants requérants d'asile déboutés au Tessin..	14
4.2. Outil analytique : droits vivants et traductions.....	15
4.2.1. Le triangle de la prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés	15
4.2.2. Droits vivants et traductions.....	16
4.3. Les tensions selon les indicateurs et les perspectives des acteurs	16
4.3.1. Le traitement égalitaire en tant que clé de non-discrimination ?	16
4.3.2. Jongler entre lois, besoins des mineurs et éthique professionnelle	18
4.3.3. Tension entre professionnels et législations autour d'un thème brûlant ..	20
4.3.4. « Je veux aller à l'école ! »	23
4.3.5. Les loisirs : terrain d'entente pour les perspectives des acteurs.....	25
4.3.6. Lois et réalité vécue : deux vérités parallèles ?	26
5. Conclusion	28
6. Références.....	29
Législations.....	29
Littérature scientifique	29
Sites web	32
7. Annexes.....	34
Annexe I : Statistiques	34
Annexe II : Questionnaire pour les professionnels	35
Annexe III : Questionnaire pour le directeur	37
Annexe IV : Questionnaire pour les enfants.....	39

1. Introduction et question de recherche

La migration est l'un des phénomènes les plus anciens de l'humanité et depuis toujours il représente un moyen pour échapper aux difficultés politiques, sociales et économiques (Office fédéral des migrations - ODM, 2012). Il s'agit des requérants d'asile ou des migrants économiques qui échappent aux pénuries, aux catastrophes naturelles, aux guerres, aux persécutions ou aux difficultés économiques dans le but d'avoir un travail ou un avenir meilleur (Zermatten, 2000). La question de la migration est de plus en plus au centre de l'attention médiatique et politique, et les demandes d'asile semblent augmenter toujours plus (cf. annexe I). Ainsi, la Suisse se voit obligée de répondre à différents défis, tels que la révision de la Loi sur l'asile, la collaboration européenne dans le domaine de l'asile (EASO¹), la coordination cantonale, les propositions politiques nationales pour durcir le droit sur l'asile², l'augmentation des places d'hébergements pour les requérants d'asile (Corriere del Ticino, 2012), l'intégration de ces derniers, l'accélération de la procédure d'asile, etc. De plus, petit à petit, la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) commence à être invoquée et à prétendre à plus d'attention au sujet des enfants migrants (Zermatten, 2010) étant donné que le nombre de ces derniers est croissant, ces enfants étant accompagnés par leurs parents ou parfois livrés à eux-mêmes (Zermatten, 2000).

Ces constats préliminaires ont suscité en moi l'intérêt au sujet des mineurs requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse. Il existe d'autres raisons pour lesquelles j'ai choisi de traiter ce thème. Premièrement, le stage effectué dans les mois d'été auprès du Centre d'accueil pour requérants d'asile de la Croix Rouge Suisse section du Luganese. Pendant mon stage, j'ai travaillé avec les mineurs attendant la décision au sujet de leur demande d'asile de la part de l'ODM, ce qui a conforté mon intérêt pour les enfants ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse. Deuxièmement, au Tessin la migration est un sujet de discussion très peu toléré. Les partis politiques font de la migration un domaine à contrôler de très près,

¹ L'EASO est le Bureau européen d'appui en matière d'asile. Ayant son siège à Malte et institué en février 2011, son but est d'encourager les Etats à collaborer en matière d'asile. Une de ses missions principales est celle d'offrir un appui aux Etats soumis à des pressions particulières, comme c'est actuellement le cas de la Grèce (www.ejpd.admin.ch).

² C'est l'exemple de l'UDC qui est en train d'élaborer des initiatives pour durcir le droit sur l'asile, notamment la construction de centres fermés pour les requérants d'asile, la mise en pratique du renvoi des migrants criminels, etc. (www.swissinfo.ch).

et dans leurs campagnes politiques, ils promettent des améliorations significatives. Dans les journaux, le sujet est fortement thématisé, et de façon générale, dans l'opinion publique, il règne une confusion autour du statut des personnes migrantes, étrangères, clandestines, requérantes d'asile ou réfugiées. Enfin, l'intérêt pour la question des mineurs requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse naît également du désir d'avoir un avenir professionnel dans ce domaine. En effet, ce Mémoire représente pour moi une façon d'approfondir certains aspects liés à ce domaine.

Ce travail s'intéresse donc aux mineurs accompagnés qui ont reçu une décision d'éloignement de la Suisse et à l'accueil qui leur est réservé dans le canton du Tessin. Comme l'écrit Zermatten, ces enfants sont « perdus entre un là-bas abandonné et un ici qui ne ressemble à nulle part » (2000, p.8). Leur prise en charge est problématique et les enjeux économiques, politiques et sociaux sont multiples. À partir de ces constats, ce travail veut essayer d'explorer les perspectives des trois acteurs, à savoir les professionnels, les mineurs en question et les législations en cherchant des clés potentielles de tension. Pour l'analyse de ces discours, les outils analytiques utilisés sont les droits vivants et les traductions. Cela dans le but de prendre en considération les perceptions, les revendications et les éventuelles transformations de ces acteurs-ci et de leurs discours. La question de recherche centrale à laquelle ce travail tend à répondre est la suivante : **quelles tensions existe-t-il entre les perspectives des professionnels, des mineurs et des cadres législatifs dans la prise en charge des mineurs requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse ?**

Afin de répondre à cette question centrale et de mieux comprendre les tensions de la prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés à travers les perspectives des trois acteurs, différentes questions opérationnelles cherchent une réponse dans ce travail : quelle est la prise en charge de ces mineurs ? De quelle manière les droits de l'enfant sont garantis à ces enfants ? Quelles revendications sont mises en avant par les mineurs ? Et par les professionnels ? Est-ce qu'il existe des tensions entre les revendications de ces deux acteurs et les cadres législatifs ? Comment se situent les professionnels entre les législations et les réalités vécues par les enfants ? Quelles tensions existe-t-il ? Ces questions représentent le fil rouge de ce Mémoire. Afin de

pouvoir répondre à la question de recherche et à ces questions supplémentaires, le travail compte cinq chapitres. Le premier concerne l'introduction et l'explication de la question de recherche. Le deuxième chapitre explique la méthodologie mise en place dans ce travail et tend à donner un cadre conceptuel afin d'expliquer des termes essentiels pour cette recherche, à savoir la notion d'enfant et d'enfant requérant d'asile. Dans le troisième chapitre, un aperçu des législations internationales et nationales en matière d'asile est donné, ces législations traitant des questions liées à l'enfance telles que la scolarisation, la santé, la non-discrimination, etc. Dans le quatrième chapitre, est présentée la réalité en matière d'asile dans le canton du Tessin et est donnée une explication de l'outil analytique des droits vivants et des traductions. Ce chapitre comprend également l'analyse des entretiens réalisés avec les mineurs et les professionnels concernés par cette problématique. Dans cette section, les entretiens sont analysés sous la loupe des droits vivants et des traductions.

2. Méthodologie et définitions

2.1. Recherche de littérature

Afin de s'initier à la thématique des enfants requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse, une revue de la littérature et des sites internet traitant du sujet en question a été nécessaire. Cette première approche introductive a demandé une attention particulière étant donné que les statuts des personnes migrantes sont souvent confondus. Afin de garantir une approche interdisciplinaire dans l'élaboration de ce travail, différentes sources d'empreinte politique, législative, psychologique, sociologique et pédagogique ont été consultées. D'après ces lectures, six indicateurs ont été choisis pour l'étude : la non-discrimination, la santé, la participation, l'école, les loisirs et les conditions de vie.

2.2. Sujets

Cinq professionnels travaillant dans le centre d'accueil de Cadro pour requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse et sept mineurs accompagnés habitant le centre ont participé à cette étude. En ce qui concerne les professionnels, sur le total des collaborateurs occupés au centre d'accueil, ont

répondu aux questions le directeur du centre, l'assistante sociale, l'infirmière, l'animateur et l'intendant. En ce qui concerne les mineurs, sept enfants entre cinq et douze ans ont répondu aux questions, par l'entretien semi-dirigé ou par l'élaboration d'un dessin. Deux enfants ont accepté de répondre aux questions à l'oral à travers l'entretien semi-dirigé et tous les enfants ont accepté de dessiner. Parmi les mineurs interrogés, les nationalités diffèrent entre l'Angola (un enfant), l'Algérie (un enfant) et l'Erythrée (cinq enfants). Six filles et un garçon ont participé à l'étude.

Les parents des enfants accueillis au centre n'ont pas participé à l'étude à cause des incompréhensions potentielles dues à la langue. La non-compréhension des questions aurait pu créer un sentiment de honte chez les parents ce qui risquait d'engendrer une sensation d'incompétence générale chez eux (T. Ogay, communication personnelle, le 22 février 2011), en biaisant les réponses.

2.3. Observation participative, entretiens et dessins

En ce qui concerne les professionnels, des entretiens semi-dirigés leur ont été proposés pendant lesquels des questions étaient prévues tout en leur laissant la place pour d'éventuels approfondissements (cf. annexes II – III). Dans ce genre d'entretiens, l'intérêt est focalisé sur les réponses données par les participants afin de les centrer autour des indicateurs de l'étude (Coggi et Ricchiardi, 2005). Pour recueillir l'avis des enfants, trois observations participatives ont été réalisées dans le but de créer un climat de confiance avec les mineurs accueillis au centre. Ces observations ont été effectuées les mercredis après-midi lorsque l'animateur propose aux enfants des activités récréatives et de distraction. Cela a également permis d'étudier les conditions de vie des enfants et des jeunes en cherchant à ne pas perturber le cours naturel des événements de leur vie (Coggi et Ricchiardi, 2005). Pendant la dernière visite au centre, il a été proposé aux enfants de répondre à quelques questions (cf. annexe IV) au moyen d'un entretien semi-structuré. Le langage a été adapté à l'âge des enfants ainsi qu'à leur connaissance de l'italien. De plus, afin d'enrichir les conceptions des mineurs, il a été demandé aux enfants de dessiner ce qu'ils aiment ou n'aiment pas du centre d'accueil. Cela afin de chercher à comprendre quelle vision générale les enfants ont de leur milieu de vie actuel.

2.4. Ethique

Lorsqu'une recherche est menée avec la participation des enfants, il est fondamental de considérer que ceux-ci peuvent être victimes de manipulation à cause de leur vulnérabilité potentielle (Morrow, 2008). C'est pour cette raison qu'il est très important d'avoir une approche qui soit respectueuse des droits de l'enfant. Ainsi, il est nécessaire de considérer l'article 12 selon lequel l'enfant a le droit d'exprimer son opinion, l'article 13 qui garantit à l'enfant le droit de s'exprimer librement sous la forme désirée et l'article 36 qui vise à protéger l'enfant contre toute forme d'exploitation, également celle causée par des fins de recherche (Beazly, Bessell, Ennew et Waterson, 2006). Morrow explique qu'il est nécessaire de garder à l'esprit ces principes éthiques : le processus d'obtention du consensus, les perspectives des enfants par rapport à la recherche, leur réelle implication dans la recherche et la restitution des résultats, la confidentialité et la protection de la sphère privée, et l'utilisation de pseudonymes (2008, p.53).

En se référant aux principes éthiques explicités ci-dessus, tout d'abord, les professionnels ont demandé aux parents l'autorisation pour faire participer les enfants à cette recherche, cette décision étant prise en concordance avec le directeur du centre. En effet, il est apparu fondamental que cette demande était formulée aux parents par des personnes qui leur sont proches. L'accord des enfants pour participer à cette étude leur a été demandé à l'oral. Tous les enfants présents pendant ma dernière visite ont accepté de réaliser les dessins et deux ont voulu répondre aux questions à l'oral. Une fois ce principe éthique accompli, la recherche et son but ont été présentés aux participants. Les réponses et les productions des participants sont traitées de manière anonyme et confidentielle, principe déclaré et expliqué dans l'introduction des entretiens menés avec les adultes et les enfants, ainsi qu'avant la réalisation des dessins. De plus, il a été précisé aux participants leur droit à se retirer à tout moment de l'entretien ou de la réalisation du dessin, et leur droit à recevoir une restitution des résultats de la recherche. Une restitution orale et visuelle des résultats de la recherche est garantie aux enfants (si au moins un enfant ayant participé à l'étude réside encore dans le centre de Cadro) ainsi qu'aux professionnels. Ces derniers recevront également un résumé de l'étude. En ce qui concerne le directeur du centre, une copie de cette étude lui sera envoyée.

2.5. Définition de l'enfant

Dans ce travail, l'article premier de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) représente le repère principal pour définir la notion d'enfant. Selon cette Convention entrée en vigueur en Suisse le 26 mars 1997, « un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable » (1989). Dans ce travail, sont considérés comme enfants, les enfants et les jeunes de moins de 18 ans, ces derniers représentant l'âge de majorité fixé en Suisse (art. 14 du Code civil suisse, 1907).

2.6. Le statut d'enfant requérant d'asile

D'après le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (www.unhcr.ch), un requérant ou demandeur d'asile est une personne qui demande l'asile dans un pays étranger. Selon la Loi sur l'asile (LAsi, 1998), « est considérée comme une demande d'asile toute manifestation de volonté par laquelle une personne demande à la Suisse de la protéger contre des persécutions » (art.18). De ce fait, le requérant d'asile demande l'accueil et une protection contre la persécution qu'il subit dans son pays d'origine. Ainsi, « quiconque dépose une demande d'asile en Suisse peut y séjourner jusqu'à la clôture de la procédure » (art. 42 LAsi, 1998). Le demandeur d'asile peut être toute personne de tout âge, de tout genre, de toute catégorie sociale et de toute origine.

Comme les adultes, les enfants peuvent également faire partie des personnes requérantes d'asile. Les mineurs requérants d'asile sont non accompagnés (MNA) ou accompagnés. D'après le Children Legal Centre (1992, cité par l'ODM, 2008), « un enfant non-accompagné est un enfant qui en vertu de son statut d'enfant et du fait qu'il est séparé de ses parents ou de ceux qui, dans des circonstances normales sont responsables de prendre soin de lui, a besoin d'une protection légale et d'une considération spéciales » (p.10). Pour sa part, le mineur accompagné est celui qui arrive en Suisse avec ses parents (www.bfm.admin.ch). L'ODM considère un enfant accompagné lorsqu'il a au moins l'un de ses parents ou une personne chargée de son éducation. Au sens juridique, il s'agit uniquement des personnes détenant l'autorité parentale sur le mineur (ODM, 2008). Le Haut Commissariat rappelle que les enfants et les adolescents requérants d'asile sont particulièrement touchés par les événements négatifs tels que la violence, la répression et la persécution. De ce fait,

les enfants et adolescents doivent [...] non seulement être traités conformément à leurs besoins d'enfants durant la procédure d'asile mais il est nécessaire d'accorder une attention particulière à leur bien-être tout au long de celle-ci, notamment en leur offrant un hébergement et une prise en charge adaptés aux enfants ainsi que le droit de se former et de se perfectionner (www.unhcr.ch).

2.6.1. Le statut d'enfant requérant d'asile débouté

Dans son Manuel de procédure d'asile de 2008, l'ODM explique que les décisions négatives pour les requérants d'asile peuvent être dues à une décision de rejet de la demande d'asile ou à une décision de non-entrée en matière (NEM). La décision de rejet concerne le fond de la demande d'asile et elle est prononcée si les conditions légales ne sont pas remplies. D'après la Confédération suisse, dans le cas d'une décision de rejet, la crédibilité et la concordance de la demande ne respectent pas les critères d'asile (www.ch.ch). En revanche, la décision de non-entrée en matière est la conséquence de la constatation que les conditions de recevabilité de la demande d'asile ne sont pas remplies (ODM, 2008). Par exemple, il s'agit du fait que la requête n'a pas été présentée dans les délais prévus ou que le demandeur a déjà reçu une décision négative en Suisse (LAsi, 1998). Dans ses articles 32 – 35, la LAsi (1998), liste des circonstances engendrant une décision de non-entrée en matière. Cette décision formelle, expliquée par la Confédération suisse, signifie que les autorités n'entrent pas dans les détails de la demande d'asile (www.ch.ch).

En ce qui concerne les mineurs requérants d'asile, la question du renvoi et de son exécution n'est pas réglementée de manière spécifique, ni dans le droit interne ni dans le droit international. De ce fait, les principes généraux du renvoi des adultes sont également applicables aux mineurs (ODM, 2008).

3. Politiques législatives en matière d'asile pour les enfants

Les perspectives des cadres législatifs concernant la prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés s'insèrent dans la question de recherche centrale. Ainsi, l'analyse de certains de ces textes est essentielle afin d'éclairer la situation législative aux niveaux international et national, et de comprendre quelle hiérarchie politique existe en Suisse entre ces deux niveaux.

3.1. Droit international

Comme indiqué sur le site web de l'Institut International des Droits de l'Enfant, il n'existe aucune convention internationale qui traite de la question des enfants migrants (www.childsrights.org). Dans ce chapitre, des règlements spécifiques aux enfants ou les concernant sont pris en considération.

3.1.1. La Convention relative aux droits de l'enfant

La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE – 1989) contient divers principes capables d'influencer directement ou indirectement la politique internationale en matière d'asile. Plus particulièrement, ses principes sont susceptibles de déterminer le déroulement de la procédure d'asile en présence de mineurs requérants d'asile selon sa conception d'enfant sujet de droits (ODM, 2008). Tout d'abord, dans le préambule, l'enfant est considéré comme un être nécessitant une attention particulière en raison de sa vulnérabilité (CDE, 1989). Dans son deuxième article, il est précisé que tous les droits énoncés dans la Convention sont garantis à tous les enfants sans aucune exception. Ainsi, dans cet article, les Etats doivent protéger les enfants contre toute forme de discrimination (1989). Dans cette recherche, ce principe représente une clé d'analyse des perspectives des trois acteurs concernés.

La considération de l'intérêt supérieur de l'enfant comme l'une des attentions primordiales est demandée aux Etats dans l'article 3 de la CDE (1989). De ce fait, « toute décision concernant un enfant doit tenir pleinement compte de l'intérêt supérieur de celui-ci » (ODM, 2008, p.3). De plus, les Etats doivent protéger l'enfant et lui garantir les soins nécessaires si les parents ou d'autres personnes responsables ne peuvent pas le faire. Les institutions, les services et les établissements accueillant des mineurs doivent assurer la protection de l'enfant, en particulier sa protection sociale et sanitaire (art. 3 de la CDE, 1989). À l'article 6, les Etats ont l'obligation de reconnaître à l'enfant son droit à la vie et d'assurer sa survie et son développement (CDE, 1989). Dans cette étude, également la question sanitaire est prise en compte dans l'analyse des perspectives des professionnels, des mineurs et des lois.

Le droit à la réunification familiale est mis en avant à l'article 11 de la CDE (1989). De plus, les Etats doivent reconnaître le droit de l'enfant et de ses parents à quitter tout pays, y compris le leur. L'article 12 de la CDE stipule le droit de l'enfant capable de discernement à exprimer son opinion de manière libre. De ce fait, les Etats doivent

assurer le droit de l'enfant d'être entendu dans toute procédure qui le concerne et de prendre en considération ses opinions (1989). Toujours au milieu des débats les plus controversés, dans cette recherche, le principe de la participation est considéré comme l'une des clés potentielles de tension entre les perspectives des acteurs.

L'article 16 énonce le droit de l'enfant à la protection de sa vie privée. Ainsi, il ne doit pas subir des immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance (art. 16 de la CDE, 1989). Les Etats doivent protéger l'enfant contre toute forme de violence, de maltraitance psychique ou physique, ou de négligence (art. 19 de la CDE, 1989). L'article 22 de la CDE traite de manière précise la question des enfants réfugiés ou qui cherchent à obtenir le statut de réfugiés, tels que les mineurs requérants d'asile. Cette disposition demande aux Etats de veiller à ce qu'une protection et une assistance humanitaire soient garanties aux enfants dans le but de leur permettre la jouissance des droits énoncés dans la Convention. Cette disposition doit être garantie à l'enfant qu'il soit accompagné ou seul. Le droit d'avoir accès aux services sanitaires est énoncé à l'article 24 de la CDE et le droit de bénéficier de la sécurité sociale et des assurances sociales est postulé à l'article 26 de la CDE (1989). Dans l'article 28, il est demandé aux Etats de reconnaître le droit de l'enfant à l'éducation. En ce sens, les Etats ont l'obligation de rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit (CDE, 1989). Enfin, l'enfant a droit au jeu, aux loisirs, aux activités culturelles et artistiques. Les Etats sont donc investis de la responsabilité de respecter et de favoriser ce droit de l'enfant (art. 31 de la CDE, 1989). L'école et les loisirs représentent deux clés d'analyse des perspectives des acteurs pris en compte dans cette recherche.

3.1.2. Les accords bilatéraux

Les accords bilatéraux permettent une mobilité accrue de la population européenne et mondiale. Dans le domaine de la migration, la Suisse est un pays d'accueil et sa participation aux accords bilatéraux est fondamentale afin d'organiser les entrées et les sorties des requérants d'asile sur le territoire helvétique (www.bfm.admin.ch). La prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés dépend également de ces accords, ce qui a encouragé l'analyse de ces cadres législatifs dans le but d'enrichir l'une des perspectives que cette étude veut analyser.

Accord sur la libre circulation des personnes

Parmi les accords bilatéraux signés par la Suisse, celui de la libre circulation des personnes est un des plus importants dans le domaine de la migration. Selon l'ODM (www.bfm.admin.ch, daté 15 décembre 2012), les Etats de l'Union Européenne (UE) qui adhèrent à l'accord bilatéral sur la libre circulation des personnes sont vingt-cinq et ceux de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) sont quatre, parmi lesquels figure aussi la Suisse. Pour les citoyens de ces Etats, les conditions de séjour et de travail en Suisse sont facilitées ainsi que la coordination en matière de sécurité sociale et la reconnaissance réciproque des diplômes (www.bfm.admin.ch).

Schengen

Le 12 décembre 2008 est entré en vigueur l'accord d'association de la Suisse à Schengen (www.bfm.admin.ch). Grâce à cet accord, les citoyens également originaires des Etats qui n'appartiennent pas à l'UE ou à l'AELE se déplacent plus simplement. En effet, grâce à cet accord le visa n'est plus obligatoire ou il est plus facile à recevoir ce qui rend la circulation des personnes dans l'espace Schengen simplifiée (www.bfm.admin.ch).

Dublin

Depuis le 12 décembre 2008, la Suisse a la possibilité de transférer des requérants d'asile dans d'autres Etats membres de Dublin si ces derniers sont compétents pour l'examen de la demande d'asile en question (www.bfm.admin.ch). De la même manière, la Suisse doit réadmettre des requérants d'asile séjournant dans d'autres pays Dublin pour une question de compétence (art. 64a, al.1 de la Loi fédérale sur les étrangers, 2005). De ce fait, l'accord Dublin stipule que le premier Etat qui enregistre un requérant d'asile dans ses centres devient automatiquement compétent de sa procédure d'asile. Si, pendant la procédure d'asile, le requérant laisse le territoire de ce même pays compétent et il dépose une demande d'asile dans un autre Etat membre de Dublin, la demande d'asile doit être élaborée par le premier Etat qui s'est chargé de sa demande, à savoir l'Etat compétent. Enfin, la procédure de Dublin prévoit qu'au moment de l'enregistrement dans un Etat, les empreintes digitales du requérant d'asile soient insérées dans le centre des données Eurodac (www.bfm.admin.ch) selon l'article 102a bis de la Loi sur l'asile (1998). Afin d'améliorer la coordination entre les pays, ces derniers peuvent signer des accords

dans le cadre de Dublin comme cela a été le cas entre la Suisse et la Principauté du Liechtenstein signant leur troisième accord le 7 décembre 2012 (www.ejpd.admin.ch).

D'après l'ODM (www.bfm.admin.ch, daté 28 novembre 2012), 27 Etats participent aux accords Schengen et Dublin. En ce qui concerne la Suisse, l'entrée en vigueur des accords Schengen et Dublin a demandé plusieurs modifications au niveau législatif, notamment en ce qui concerne la Loi sur les étrangers et les ordonnances liées à elle (www.bfm.admin.ch). Ces accords bilatéraux expriment la volonté des Etats UE et AELE de renforcer les libertés individuelles des citoyens et d'améliorer la sécurité à l'intérieur de l'espace européen. De plus, les accords Schengen et Dublin démontrent la conviction des Etats que pour faire face aux flux des requérants d'asile, une législation nationale ne suffit plus mais qu'une action commune, cohérente et partagée par tous les Etats est indispensable (www.bfm.admin.ch).

3.2. Droit interne

À côté des législations internationales, une législation interne est nécessaire pour réglementer la compétence en matière d'asile, les dispositions juridiques ainsi que le séjour des requérants d'asile accueillis sur le territoire helvétique. Dans les paragraphes suivants, seulement quelques exemples de législation interne sont présentés.

3.2.1. Loi sur l'asile

La Loi sur l'asile (LAsi – 1998) est un texte législatif qui régit le droit interne suisse en matière d'asile. En plus des dispositions générales de la procédure d'asile, de la répartition des requérants d'asile entre les cantons et les autorités responsables en matière d'asile, cette loi éclaire les conditions pour qu'une non-entrée en matière soit énoncée (art. 32 – 37, 1998). La non-entrée en matière représente une des causes du renvoi des personnes requérantes d'asile. L'article 40 LAsi (1998) énonce que la demande d'asile d'un requérant peut être rejetée si ce dernier n'arrive pas à prouver sa qualité de réfugié, à savoir la persécution dont il est victime à cause de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques de la part de l'Etat dont il a la nationalité (art. 1 de la Convention relative au statut des réfugiés, 1951). Les articles 44 – 48 LAsi (1998) expliquent le renvoi, sa décision et son exécution par les cantons. L'aide sociale et

l'aide d'urgence sont réglementées aux articles 80 – 83 LAsi (1998). En particulier, il est expliqué que les requérants d'asile déboutés n'ont plus droit à l'aide sociale mais, sous demande, ils peuvent recevoir l'aide d'urgence. En ce qui concerne l'assurance maladie, la LAsi se réfère à la Loi fédérale sur l'assurance maladie du 18 mars 1994 (LAMal), à son article 3, il est énoncé que toutes les personnes domiciliées en Suisse ont l'obligation de s'assurer. C'est aux cantons qu'il incombe la responsabilité d'assurer les requérants d'asile qui leur sont attribués.

3.2.2. Loi fédérale sur les étrangers

La Loi fédérale sur les étrangers (LEtr, 2005) règle l'entrée, le séjour et la sortie des étrangers de la Suisse, le regroupement familial et la question de l'intégration (art. 1, 2005). Cette loi « s'applique aux étrangers dans la mesure où leur statut juridique n'est pas réglé par d'autres dispositions du droit fédéral ou par des traités internationaux conclus par la Suisse. Cette loi n'est pas applicable aux ressortissants des Etats membres de l'Association Européenne de Libre Echange » (art. 2 al.1 et 3). La LEtr énonce que la décision de renvoi a un délai de départ de sept à trente jours (art. 64d, 2005) et que le Département de justice et police assiste les cantons dans l'exécution des renvois (art. 71, LEtr, 2005). Selon l'article 75, « afin d'assurer l'exécution d'une procédure de renvoi, l'autorité cantonale compétente peut ordonner la détention pendant la préparation de la décision sur le séjour, pour une durée de six mois ou plus » (LEtr, 2005). De plus, la détention du requérant d'asile peut être effectuée également lorsque la décision de renvoi ou d'expulsion a été notifiée (art. 76 – 78, LEtr, 2005). Pour les mineurs entre 15 et 18 ans, la détention en phase préparatoire, la détention en vue du renvoi et d'expulsion, et la détention pour insoumission peuvent durer au maximum six mois. Toutefois, des prolongations de six mois ou plus peuvent être demandées (art. 79 LEtr, 2005). Comme énoncé à l'al.1 de l'article 80, la détention est ordonnée par les autorités cantonales chargées du renvoi ou de l'expulsion (LEtr, 2005). En ce qui concerne cette loi, « les cantons édictent les dispositions d'exécution » (art. 124, al.2 LEtr, 2005).

3.2.3. Office fédéral des migrations

D'après la LAsi de 1998 (art. 6a), l'autorité compétente en matière des migrations est l'Office fédéral des migrations ayant son siège à Berne et né en 2005 de la fusion de l'Office fédéral des réfugiés (ODR) et de l'Office fédéral de l'immigration et de

l'émigration (IMES). Cet Office traite toutes les questions relatives aux droits en matière d'étrangers et d'asile en Suisse : il décide de l'octroi ou du refus de l'asile et du renvoi d'un demandeur d'asile dans son pays d'origine (art. 6a LAsi, 1998). L'ODM est un organe du Département fédéral de justice et police qui travaille en coopération avec les cantons afin d'examiner si les conditions pour entrer, habiter et travailler en Suisse sont remplies. Cet Office décide également à qui garantir la protection de la persécution et il assure la coordination des activités d'intégration aux niveaux fédéral, cantonal et communal. L'ODM compte également sept offices régionaux : les aéroports de Genève et de Kloten, les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) de la Confédération de Altstätten, de Bâle, de Chiasso, de Kreuzlingen et de Vallorbe (www.bfm.admin.ch, 2012). De ce fait, selon l'article 15 de la LAsi (1998), certaines tâches incombent aux cantons, telles que l'audition, la préparation des décisions et l'exécution des renvois (art.64a, al.3 LEtr, 2005).

3.3. Règles de conflit entre la législation internationale et interne

La Suisse est politiquement organisée sous la conception moniste. Cette conception considère le droit international et le droit interne comme faisant partie d'un seul et même ordre juridique dans lequel le droit international a la primauté sur le droit interne (Auer, Malinverni et Hottelier, 2006). Sous la conception moniste, en cas de conflit entre la législation internationale et celle interne, une norme interne qui n'est pas conforme au droit international ne doit pas être appliquée. De plus, le droit cantonal et intercantonal, et les ordonnances du Conseil fédéral sont emportés par les traités à caractère international. Ainsi, la législation interne doit être interprétée de manière conforme au droit international. De ce fait, le rang des traités ne dépend pas de sa procédure d'approbation mais elle résulte du principe de la supériorité des traités sur les lois fédérales (Auer et al. 2006).

La communauté internationale et nationale a apporté des modifications importantes dans le domaine de l'asile. Ainsi, surtout pendant la dernière décennie, les perspectives des cadres législatifs ont évolué et ont dû s'adapter aux changements sociaux. Dans les prochains chapitres, ces perspectives seront analysées en lien avec celles des autres acteurs pris en considération dans cette étude afin de mieux comprendre quelles tensions existent encore dans le domaine de la prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés.

4. Analyse des perspectives des acteurs concernés

4.1. Le centre d'accueil pour enfants requérants d'asile déboutés au Tessin

Afin de recueillir les perspectives des mineurs requérants d'asile déboutés et des professionnels qui travaillent à leur côté, je me suis intéressée au centre d'accueil pour enfants requérants d'asile déboutés de Cadro.

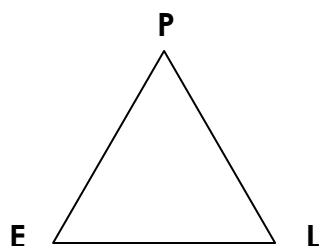
D'après les articles 21 et 22 de l'Ordonnance 1 sur l'asile relative à la procédure (OA 1, 2011), l'Office fédéral des migrations répartit les requérants d'asile enregistrés aux centres d'enregistrement et de procédure ou aux aéroports selon les cantons. L'ODM met en place cette répartition selon le poids démographique des cantons tout en cherchant à garantir son uniformité sur le territoire suisse. Les demandeurs d'asile sont répartis en tenant compte de la présence des membres de leur famille, de leur nationalité et de leur besoin d'encadrement (art. 22 de OA 1, 2011).

Le canton du Tessin se voit attribuer 3,9% des requérants d'asile enregistrés par l'ODM (art. 21 OA 1, 2011). Une partie de ceux-ci sont accueillis dans les deux centres pour requérants d'asile gérés par la Croix Rouge Suisse section du Luganese. Selon le site de « Croce Rossa Ticino » (www.crs-luganese.ch), le secteur pour requérants d'asile se charge de l'assistance aux personnes qui arrivent de l'étranger et qui déposent une demande d'asile en Suisse. Un mandat cantonal règlemente les deux centres qui travaillent dans ce secteur, celui de Paradiso et celui de Cadro. Le premier accueille des personnes qui ont demandé l'asile en Suisse et qui attendent la décision de l'Office fédéral des migrations. Le deuxième accueille des requérants d'asile qui doivent quitter le territoire suisse car ils ont reçu une décision Dublin ou une décision négative de la part de l'ODM. Parmi les personnes qui ont reçu une décision d'éloignement de la Suisse et qui sont accueillies dans ce deuxième centre, il existe des personnes mineures et majeures, des personnes seules ou des familles. D'après le site de la Croix Rouge Suisse, pendant le séjour dans les structures collectives, les requérants d'asile bénéficient du logement, de l'aide d'urgence (neuf francs par personne par jour) et d'une prise en charge sanitaire. Le centre de Cadro peut accueillir au maximum 50 personnes de tout âge, de tout genre et de toute ethnie. Parmi ces personnes, au moins un tiers sont des enfants comme la CDE les considère (www.crs-luganese.ch).

4.2. Outil analytique : droits vivants et traductions

4.2.1. Le triangle de la prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés

Dans ce travail, il a été décidé d'étudier le phénomène de la migration, notamment des demandeurs d'asile mineurs accompagnés qui ont reçu une décision d'éloignement de la Suisse. Dans ce but, il est nécessaire d'identifier le contexte, les acteurs et les pratiques utilisées dans ce domaine. Après les lectures effectuées sur le sujet, il est apparu que quel que soit le canton concerné, les relations étaient dépendantes dans un système constitué d'au moins trois perspectives : celles des professionnels (P), des enfants (E) et des cadres législatifs (L). Dans ce travail, ce système est nommé le « triangle de la prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés ».



Cette représentation triangulaire invite à penser ces trois éléments en fonction de leur position, leur rôle, les ressources, les relations et les tensions. Pour ce faire, six indicateurs ont été choisis afin d'analyser les discours des acteurs : le principe de non-discrimination, la santé, la participation, l'école, les loisirs et les conditions de vie. Ce dispositif, élaboré à partir des entretiens réalisés avec les professionnels qui travaillent auprès des mineurs requérants d'asile déboutés et avec ces mêmes mineurs, ainsi que des lectures effectuées, permet d'évaluer l'hypothèse de ce travail :

Chaque acteur du système triangulaire a une perspective différente de la prise en charge des mineurs requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse. Ces perspectives se transforment en tensions potentielles entre les acteurs à propos d'indicateurs particuliers tels que le principe de non-discrimination, la santé, la participation et l'école.

Dans les chapitres qui suivent, les indicateurs choisis pour cette étude seront analysés en comparant les perspectives des trois acteurs concernés et en cherchant de mieux comprendre quelles tensions existent entre elles.

4.2.2. Droits vivants et traductions

Afin de pouvoir répondre à la question de recherche centrale de cette étude, c'est l'outil analytique des droits vivants et des traductions qui est pris en considération. Dans ce travail, cette théorie est utilisée au niveau opérationnel en cherchant à repérer les tensions existantes entre les perspectives des trois acteurs considérés dans l'étude.

Les droits vivants sont « tout ce que les enfants et/ou leurs représentants identifient ou traitent, à travers des ensembles complexes de significations et comportements, comme droit de l'enfant » (Hanson et Poretti, 2011, p.4). Ainsi, les droits vivants sont le résultat des revendications que les enfants formulent à partir des réalités qu'ils vivent quotidiennement. Selon Hanson et Poretti, le droit vivant est un « droit animé, mouvant, qui est activement interprété, façonné et promu par les individus dans des circonstances données » (2011, p.4).

La traduction est la re-formulation et la re-présentation subies par un objet et son adoption successive par des acteurs divers agissant dans des contextes différents (Lévy et Lussault, 2003, cités par Hanson et Poretti, 2011). De ce fait, les droits vivants passent par une « chaîne de transformations » (Hanson et Poretti, 2011) existant entre l'espace global et l'espace local. Selon Hanson et Poretti (2011), cette chaîne de transformations ne suit pas une conception verticale mais horizontale et circulaire. Aux pôles du processus de transformation il existe d'un côté l'espace global, à savoir les droits de l'enfant et de l'autre côté l'espace local, à savoir les réalités vécues par les enfants, les droits vivants. Grâce au processus de traduction, ces deux pôles sont pris dans « un processus circulaire et dynamique, bidirectionnel, dans lequel les deux parties de l'échange sont transformées » (Hanson et Poretti, 2011, p.7). Cette conception horizontale du processus de traduction s'intéresse à l'espace intermédiaire existant entre les sphères globale et locale (Hanson et Poretti, 2011), et permet le dialogue interculturel et la mise en avant des nouvelles pratiques sociales (Goodale, 2009).

4.3. Les tensions selon les indicateurs et les perspectives des acteurs

4.3.1. Le traitement égalitaire en tant que clé de non-discrimination ?

Comme il a déjà été affirmé dans les chapitres présentés ci-dessus, les législations à caractère international et national stipulent qu'aucune discrimination ne doit être

présente. Les enfants autochtones comme les enfants migrants doivent pouvoir jouir des mêmes droits.

Dans la pratique, les professionnels expliquent qu'aucune discrimination n'est mise en place à l'intérieur du centre et que leur pratique professionnelle se définit comme équitable, surtout car dans le centre vivent une quinzaine de nationalités différentes. Certains professionnels interrogés expliquent l'importance de mettre en œuvre une pratique équitable dans le but d'arriver à accueillir des personnes de cultures différentes. D'après les entretiens, il semble qu'à travers la pratique professionnelle non-discriminante, les professionnels cherchent à se protéger à deux niveaux. Premièrement, au niveau législatif car les législations en matière d'asile interdisent un traitement discriminatoire. Deuxièmement, au niveau purement personnel car en travaillant avec tous les requérants d'asile de la même manière, ils évitent des discussions concernant le traitement réservé aux autres bénéficiaires du centre. Sur ce point, il apparaît une discordance entre les définitions des notions de discrimination et d'équité. De plus, un traitement équitable peut se transformer en une attitude discriminatoire (F. Coen, communication personnelle, le 27 octobre 2010). En effet, certains enfants se trouvant dans un état de vulnérabilité et traités de manière équitable par rapport aux autres mineurs, risquent d'être victimes de discriminations. C'est par exemple le cas d'un mineur accompagné et d'un mineur non-accompagné. La situation familiale diffère fortement et le fait d'être équitable dans le traitement risque de discriminer un enfant par rapport à l'autre. Dans ce sens, la re-formulation des professionnels du cadre législatif n'est pas toujours conforme aux difficultés quotidiennes vécues par les mineurs. En reprenant l'exemple du traitement équitable entre les mineurs accompagnés et ceux isolés, dans le centre de Cadro aucun MNA ne jouit de son droit « à une protection et une aide spéciales de l'Etat », telles qu'une tutelle ou une curatelle, comme l'article 20 de la CDE le demande. De plus, l'article 10, al.3 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pacte I) prévoit que « des mesures spéciales de protection et d'assistance doivent être prises en faveur de tous les enfants et adolescents, sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres » (1966). Dans l'Observation générale 12, le Comité des droits de l'enfant affirme que « un tuteur ou un conseiller devrait être nommé à titre gratuit. Les enfants demandeurs d'asile peuvent également avoir besoin d'aide pour retrouver les

membres de leur famille et d'informations sur la situation dans leur pays d'origine afin de déterminer leur intérêt supérieur» (2009, p.246). Cela afin d'éviter le risque d'engendrer des difficultés importantes chez le mineur qui se retrouve seul dans une réalité peu connue.

D'après les entretiens, les dessins et les observations réalisés, il apparaît que les enfants ne se sentent pas discriminés ni par les autres mineurs présents au centre ni par les professionnels. Pourtant, les impressions de ces derniers sont différentes car ils affirment que les bénéficiaires adultes ont parfois une attitude discriminatoire. C'est le cas des clans syriens, éthiopiens et érythréens ou des personnes originaires des Balkans envers l'ethnie rom. Ces attitudes discriminatoires peuvent être également mises en place ou subies par les mineurs ce qui, selon les interlocuteurs, est un signe de traitements discriminatoires.

Ainsi, les perspectives des professionnels par rapport au principe de non discrimination se traduisent en une attitude équitable ce qui est néfaste pour les mineurs particulièrement vulnérables. De cette façon, les professionnels créent une tension évidente entre les perspectives législatives et la pratique professionnelle, et ils tombent dans le risque de créer des discriminations évidentes. Cette tension n'est pourtant pas perçue par les enfants, lesquels disent ne pas se sentir discriminés. Le professionnel doit-il donc se pencher davantage sur les énoncés législatifs ou sur les perceptions des enfants ? Si l'accent est posé sur les lois, le professionnel est obligé de mettre en place une pratique professionnelle qu'il perçoit être à risque, où il se sent facilement étouffé par les différenciations que la pratique non-discriminante garantit. Si, au contraire, l'attention est posée sur les perceptions des mineurs, la situation semble satisfaire ces derniers et le professionnel mais elle ne suit pas les cadres légaux, comme c'est le cas à Cadro. Dans ce climat de tension, le professionnel est amené à combiner une pratique professionnelle qui le protège et qui satisfait les bénéficiaires mais qui, en réalité, est en nette tension avec les lois.

4.3.2. Jongler entre lois, besoins des mineurs et éthique professionnelle

Le Pacte I demande aux Etats de garantir la sécurité sociale et les assurances sociales à toute personne (art. 9, 1966). D'après l'article 12 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (1999), les requérants d'asile déboutés ne bénéficient plus de l'aide sociale mais uniquement de l'aide d'urgence, à savoir

une aide limitée au minimum vital. Selon cette disposition constitutionnelle, « quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine » (Bodenmann, Pasche, Marguerat-Bouché, Vannotti, Puig, Diserens et Elghezouani, 2008, p.1). L'aide d'urgence est une responsabilité cantonale et elle a pour but de décourager certains requérants d'asile à rester en Suisse. L'aide d'urgence prévoit le changement de logement dans des lieux d'hébergement collectif (comme l'est le centre de Cadro) et la restriction de l'accès au système de soins, laquelle se traduit par le traitement sanitaire uniquement en situation d'urgence, la désaffiliation ou la non-affiliation à l'assurance maladie (Bodenmann et al., 2008). Comme l'explique un professionnel interrogé, au Tessin les requérants d'asile déboutés majeurs et mineurs restent affiliés à la caisse maladie sous laquelle ils ont été assurés dès leur affiliation au canton. Pourtant, ils ont droit au traitement sanitaire uniquement en cas d'urgence.

La pratique du professionnel interrogé diffère toutefois des cadres législatifs. En effet, l'interviewé affirme ne réaliser aucune différence de traitement entre les requérants d'asile en procédure et ceux déboutés. Il transforme et traduit les législations selon ses convictions éthiques et morales en garantissant, à tous les requérants d'asile accueillis dans le centre de Cadro, les mêmes prestations garanties aux requérants d'asile en procédure. Comme l'interlocuteur l'explique, la mission éthique du médecin n'admet pas qu'un patient ne soit pas soigné. Pour la même raison, il ne peut pas concevoir le fait de soigner un enfant seulement lorsqu'il est dans une situation d'urgence. Le durcissement des lois sanitaires pour les requérants d'asile déboutés représente un questionnement continu chez le professionnel interrogé. En effet, d'après l'entretien, il apparaît que dans sa pratique quotidienne, il se doit de jongler entre les souffrances réelles des enfants requérants d'asile déboutés, les lois nationales et cantonales, et les conventions internationales. D'après les réflexions de l'interviewé, la dureté de certaines lois sanitaires suisses sont proches d'une transgression des droits fondamentaux de l'individu. Cela entraîne chez lui un vrai cas de conscience qui est partiellement résolu par sa pratique professionnelle « nouvelle ». Comme l'explique Goodale en 2009, l'espace intermédiaire entre la législation nationale et internationale, et la réalité vécue par les enfants crée des

pratiques professionnelles différentes. Le professionnel interviewé explique se sentir dans « une zone grise » dans laquelle, contrairement au rôle souvent purement soignant des médecins, il travaille principalement au niveau préventif « en conseillant une bonne alimentation, une bonne hydratation et un habillement adéquat ».

À ce propos, il affirme qu'une autre tension résulte entre sa pratique professionnelle et les bénéficiaires. Ces derniers, en effet, voudraient être soignés avec « le médicament » et pas à travers des conseils préventifs. Selon le professionnel interrogé, cette tension naît des pratiques médicales auxquelles les bénéficiaires ont été habitués dans leur pays d'origine. Dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les personnes vont chez le médecin une ou deux fois dans leur vie. Les médicaments sont le remède à leur mal-être physique. La corrélation entre le médecin et le médicament, et le médicament et la guérison est souvent indissociable pour ces personnes comme pour les résidents des pays occidentaux (S. Le Garrec, communication personnelle, le 3 décembre 2009). D'après cet entretien, il est apparu évident qu'autour de la question de la prise en charge sanitaire des requérants d'asile déboutés, il existe des tensions. Tout d'abord, entre les cadres législatifs nationaux et cantonaux, et les droits fondamentaux de l'homme. Comme l'écrivent Bodenmann et al., « à la mission éthique de se soucier de l'autre s'oppose un appareil juridique limitant le "droit d'avoir des droits" de certaines catégories d'humains » (2008, p.6). D'autres tensions existent entre les cadres législatifs nationaux et cantonaux, et la pratique du professionnel. Enfin, cette pratique professionnelle à empreinte préventive est en tension avec les bénéficiaires cherchant la guérison au moyen du médicament. En ce qui concerne cette dernière tension, les mineurs ne l'ont pas confirmée. En effet, ils affirment trouver dans le cabinet médical du centre des soins adaptés à leur mal-être.

4.3.3. Tension entre professionnels et législations autour d'un thème brûlant

En ce qui concerne la participation des mineurs requérants d'asile déboutés, le texte législatif de référence est la CDE. Dans son article 12, elle énonce le droit de l'enfant à s'exprimer, cette expression étant prise sérieusement en considération. Au travers du contrat social moderne existant, un nouveau paradigme est symbolisé : non seulement l'enfant peut influencer son entourage et peut s'exprimer librement mais il

peut également participer à la vie de la société et aux questions qui le concernent (Stoecklin, 2009). Comme il a été énoncé à la journée de débat traitant de l'application des droits de l'enfant en Suisse à la lumière du rapport officiel et du rapport alternatif, la migration fait partie des thématiques liées aux droits participatifs (Stoecklin, décembre 2012).

D'après les entretiens réalisés avec les professionnels, le principe de la participation n'est pas mis en pratique. En effet, à l'exception de l'animateur, les professionnels déclarent que c'est principalement l'opinion du parent qui est prise en considération. À la question de définir la notion d'enfant, aucun professionnel ne le définit comme un être humain sujet de droits et acteur de sa vie. De plus, à la question d'affirmer de quelle manière est prise en compte la notion de transparence dans le travail, un professionnel affirme ne pas l'appliquer en raison du principe d'égalité. À travers une pratique peu transparente, il dit pouvoir garantir le traitement égalitaire qui ne serait pas admis en faisant participer tous à tout. Même si les professionnels disent avoir « toujours les antennes en alerte » et écouter tous les bénéficiaires, ils admettent que le fait de prendre en compte ces opinions, dans la majorité des cas, n'est pas garanti.

Les enfants se déclarent être écoutés et affirment qu'au centre ils ont la possibilité de s'exprimer de manière libre, avec les autres bénéficiaires présents au centre et avec tous les professionnels. Aucune revendication n'est mise en avant par les enfants, lesquels considèrent comme bon leur degré de participation au sein du centre. Pour cet item il a été demandé aux enfants s'ils ont la possibilité de proposer des jeux ou des activités au sein du centre, s'ils peuvent proposer des changements de meubles ou de chambres, à qui et comment ils transmettent ces propositions et avec quelle fréquence ils perçoivent que leurs demandes ou leurs revendications ont été entendues. À ces questions, les enfants ont répondu qu'ils ont le droit de demander ce qu'ils jugent important ou nécessaire pour eux et que, de manière générale, leurs expressions sont prises en compte par les professionnels. Une contradiction importante résulte des réponses recueillies : les enfants disent être entendus alors que les professionnels affirment discuter avec les parents sur les questions les plus importantes, également celles concernant les enfants, telles que l'inscription à l'école, les évolutions de l'aide d'urgence ou les questions sanitaires.

Un constat peut être formulé : lorsqu'il est question de mettre en pratique l'article 12 de la CDE, de grandes difficultés sont encore présentes. Comme l'affirment Hanson et Poretti, « nombreuses analyses montrent en effet que la participation des enfants soulève beaucoup de problèmes, à la fois conceptuels et pratiques » (2011, p.2). Dans l'Observation générale 12 élaborée par le Comité des droits de l'enfant en 2009, il est recommandé aux Etats parties de mettre en œuvre le droit d'être entendu dans les divers contextes et situations dans lesquels les enfants grandissent, apprennent et se développent. Le cadre des procédures d'immigration et d'asile doit pouvoir également garantir ce droit. En raison de leur statut de vulnérabilité, « il est urgent de mettre pleinement en œuvre leur droit d'exprimer leur opinion sur tous les aspects des procédures d'immigration et d'asile » (Observation générale 12, 2009, p.245). Le Comité recommande que ces enfants reçoivent « toutes les informations pertinentes, dans leur propre langue, sur leurs droits, les services disponibles, y compris les moyens de communication, et le processus d'immigration et d'asile, afin de faire entendre leur voix et de la voir dûment prise en considération dans la procédure » (Observation générale 12, 2009, p.246). Pour résumer, en ce qui concerne l'indicateur de la participation, une forte tension existe entre les cadres légaux énonçant le droit de l'enfant à participer et les professionnels qui ne garantissent pas ce droit, à l'exception de l'animateur. Les enfants interrogés affirment se sentir écoutés et pris en considération, sans revendiquer des demandes ou des désirs particuliers. Les perceptions des trois partenaires sont ainsi en dissonance. Le manque de connaissances au sujet du principe de la participation peut être l'explication de la tension entre les cadres légaux et les professionnels, et les lois et les mineurs. En effet, la question de la participation a résulté être nouvelle pour tous les professionnels, sauf pour l'animateur. Dans ce centre où la protection et les prestations sont à la première place, la participation de l'enfant est facilement oubliée ou inconnue. Un professionnel interrogé affirme que « l'autorité parentale est aux parents. Je ne sais pas ce que le parent a raconté à l'enfant et il serait contre productif si je vais raconter à l'enfant des choses différentes ». Ainsi, la participation de l'enfant est considérée comme un acte négatif qui expose le professionnel à des malentendus ou à des manques de respect envers les parents, et par rapport auquel le professionnel se doit protéger.

4.3.4. « Je veux aller à l'école ! »

La Constitution fédérale de la Confédération suisse postule, dans ses buts sociaux, que « les enfants et les jeunes, ainsi que les personnes en âge de travailler puissent bénéficier d'une formation initiale et d'une formation continue correspondant à leurs aptitudes » (art.41, al.1, let. f, 1999). L'article constitutionnel 62 al.2 concernant l'instruction publique énonce que « les cantons pourvoient à un enseignement de base suffisant ouvert à tous les enfants. Cet enseignement est obligatoire et placé sous la direction ou la surveillance des autorités publiques. Il est gratuit dans les écoles publiques ». De plus, l'article 28 de la CDE (1989) recommande aux Etats parties de reconnaître le droit à l'éducation en rendant « l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous ». Le Pacte I demande aux Etats de reconnaître le droit de toute personne à l'éducation (art. 13 al.1 et 2, 1966).

Dans la réalité, la prise en charge scolaire n'est pas toujours garantie aux mineurs requérants d'asile déboutés. Un professionnel interrogé explique que l'insertion dans les programmes scolaires dépend de plusieurs facteurs : la disponibilité des places dans les classes, le niveau d'italien de l'enfant et la période de l'année scolaire durant laquelle est demandée l'insertion d'un enfant dans les classes existantes. Il affirme encore que cela dépend également de la volonté et de la disponibilité du directeur de l'institut scolaire en question. Jusqu'à présent les collaborations entre le centre de Cadro et les écoles de la commune ont été satisfaisantes. À partir du premier janvier 2013, Cadro est englobé dans la commune de la « Grande Lugano » ce qui crée des préoccupations chez certains professionnels en ce qui concerne les relations et les collaborations avec cette commune beaucoup plus grande, inquiétudes surtout dans le domaine scolaire. Jusqu'à présent, sur les douze mineurs en âge scolaire présents au centre ayant entre quatre et dix-sept ans, six sont scolarisés. Deux fréquentent l'école maternelle, trois sont inscrits à l'école primaire et un fréquente l'école secondaire. Un professionnel affirme que pour les enfants qui vivent dans ce centre, la scolarisation résulte être plus facile car leur procédure d'asile est terminée. Cela signifie que les mineurs sont présents sur le canton depuis une période assez longue, que très souvent ils ont habité un appartement et de ce fait ils ont fréquenté l'école, et qu'ils connaissent mieux la langue italienne, ce qui rend l'insertion à l'école plus facile. Le professionnel affirme que les enfants du centre de Cadro sont scolarisés mais en réalité, seulement la moitié d'entre eux va à

l'école. Comme il a été dénoncé dans la journée de débat sur l'application des droits de l'enfant en Suisse à la lumière du rapport officiel et du rapport alternatif, l'accessibilité aux droits sociaux telle que l'éducation pour les enfants requérants d'asile est discriminante, ce qui demande que l'intégration de ces enfants dans les classes soit encouragée (M. Marugg, décembre 2012). Un professionnel interrogé explique qu'un fonctionnaire cantonal lui a précisé que les mineurs ayant la procédure d'asile terminée ou étant clandestins, n'ont pas le droit d'être scolarisés. Après une recherche approfondie, il résulte qu'aucun document cantonal ou fédéral n'affirme cela. Au contraire, des textes législatifs à caractère international tels que la CDE (1989) ou le Pacte I (1966) rappellent qu'aucun enfant ne doit être victime de discrimination et que tous les enfants ont droit à l'éducation à travers une scolarisation primaire obligatoire et gratuite. La non scolarisation des mineurs requérants d'asile déboutés résulte également d'une interprétation des lois, ce que N. Cantwell, considère être très dangereux en raison du risque de réduire la valeur des droits énoncés (communication personnelle, le 5 octobre 2011). En effet, au sein du centre de Cadro il existe une forte tension entre les cadres législatifs et la réalité vécue par les enfants en raison d'une interprétation poussée de la loi. Les législations obligent les Etats à scolariser les enfants mais la moitié de ces derniers se voit refuser ce droit à cause de l'interprétation des législations de la part des autorités.

Si la question de la scolarisation est confuse entre les législations et les professionnels, pour les enfants la situation est très claire. Dans les entretiens, ils se disent être contents d'aller à l'école car c'est une opportunité qu'ils n'avaient pas dans leurs pays d'origine. Les enfants scolarisés affirment que le réseau scolaire est très important pour eux du fait que de nouvelles connaissances théoriques et de nouvelles relations d'amitié se forment au cours des semaines passées à l'école. Les journées sont remplies par les devoirs scolaires et, comme l'a confirmé un des professionnels interrogés, les parents peuvent se concentrer davantage sur leurs engagements personnels ou sur leurs enfants non scolarisés. Concernant ces derniers, à la question « si tu avais une baguette magique, qu'est-ce que tu ferais ? », ils ont dessiné ou répondu « aller à l'école ». Les enfants qui ne sont pas scolarisés ressentent donc l'envie de pouvoir entrer dans le monde scolaire. Lorsqu'ils dénoncent une discrimination entre les enfants scolarisés et les enfants non scolarisés, il apparaît qu'ils formulent une revendication à propos de ce droit. Peut-

être, comme l'explique un professionnel interviewé, la pression parentale influence la pensée des enfants. D'après l'interlocuteur, il semble que les parents revendiquent également le droit de leurs enfants d'aller à l'école. La question de la scolarisation semble être une question centrale pour les enfants comme pour les parents. Les législations citées ci-dessus ne semblent pas laisser de marges de manœuvre aux professionnels. Pourtant, ces derniers sont souvent freinés et distraits par des interprétations qui engendrent des situations non conformes aux législations et aux revendications claires de la part des mineurs en question.

4.3.5. Les loisirs : terrain d'entente pour les perspectives des acteurs

Le jeu, les loisirs, le dessin, les activités culturelles et artistiques permettent à l'enfant de se développer cognitivement, physiquement, émotionnellement et socialement (Hoerburger, Höhler, Huber, Seitz et Serve, 1994). Dans son article 31, la CDE (1989) rappelle l'importance de garantir à l'enfant également « ses droits d'être enfant ».

Pendant les entretiens, tous les professionnels affirment que la distraction est un point très important au sein du centre. En effet, un animateur est responsable d'organiser des activités récréatives, culturelles et de distraction. Chaque mercredi après-midi il permet aux enfants accueillis au centre de sortir de la routine quotidienne. L'animateur affirme que le but de ses activités est celui de « voir un sourire sur le visage des enfants ». Pour atteindre son objectif, il présente les différentes activités proposées : des excursions afin de connaître le territoire tessinois, du sport, des activités artistiques ou des activités culturelles diverses telles que le chant des musiques autochtones et étrangères, la danse et les visites de musées. Comme les autres professionnels le confirment, le travail de l'animateur est parfois très compliqué. Les situations vécues par les enfants sont souvent difficiles, voire traumatiques. C'est également pour cette raison que la participation active des enfants à ces moments de distraction n'est pas toujours possible ou envisageable. D'après l'observation participative effectuée lors des visites au centre de Cadro, parfois la tension est évidente et y travailler est fortement délicat.

Les enfants, quant à eux, ont affirmé être contents et satisfaits des activités organisées avec l'animateur. D'après les observations participatives, ils s'amusent et rigolent, et ils acquièrent de nouvelles connaissances. Pour résumer, il apparaît qu'au niveau des loisirs, les acteurs pris en considération dans cette étude se trouvent

d'accord et qu'aucun élément ne crée de la tension entre les dispositions légales, la pratique professionnelle et la réalité des enfants.

4.3.6. Lois et réalité vécue : deux vérités parallèles ?

Dans son article 23, al.1, le Pacte international relatif aux droits civiques et politiques (Pacte II, 1966) énonce que « la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat ». La Constitution fédérale de la Confédération suisse énonce, dans ses buts sociaux, qu'il est fondamental que « les familles en tant que communautés d'adultes et d'enfants soient protégées et encouragées (art. 1, al.1, let. c, 1999). L'article 44 al.1 de la LAsi (1998) postule que « lorsqu'il [ODM] rejette la demande d'asile ou qu'il refuse d'entrer en matière, l'Office prononce, en règle générale, le renvoi de Suisse et en ordonne l'exécution ; il tient compte du principe de l'unité de la famille ». Pourtant, dans certaines situations, la famille est divisée et les enfants vivent des situations traumatiques et incompréhensibles. C'est le cas des enfants qui voient leur père mis en détention administrative³ dans l'attente d'être éloigné de la Suisse (Melgar, 2011). Dans le centre d'accueil pour requérants d'asile déboutés, ces situations sont malheureusement fréquentes. Celles-ci engendrent un état de mal-être et de tristesse général chez les enfants comme chez les adultes.

Comme l'expliquent les professionnels interrogés, dans ces situations, le climat au sein du centre devient facilement hostile, froid et désespéré. Les enfants se retrouvent dans des états psychologiques très difficiles à surmonter. Du côté matériel, le centre a des chambres individuelles mais les toilettes et les cuisines (une pour chaque appartement) se trouvent dans des espaces communs.

D'après les entretiens et les dessins, la vie forcée en communauté est problématique pour la plupart des enfants. À la question « qu'est-ce qu'il te plaît le moins dans ce centre », ils ont répondu les toilettes et les cuisines. À la question « si tu avais une baguette magique, qu'est-ce que tu ferais ? », les enfants scolarisés ont répondu « je transformerais ce centre en un immeuble où chacun a son appartement » ou « je

³ « La détention administrative n'a pas pour but d'enquêter sur ou de sanctionner un délit au sens du Code pénal. Il s'agit d'une détention qui doit garantir la mise en œuvre d'un renvoi ou l'expulsion d'une personne de Suisse et qui doit prévenir son passage à la clandestinité » (Amnesty International, 2011). Il existe trois formes de détention administrative : la détention en phase préparatoire (art.75 LETr), la détention en vue du refoulement (art.76 LETr) et la détention pour insoumission (art.77 LETr).

voudrais une maison seulement pour ma famille ». Les impressions mises en avant par les enfants sont complètement partagées par les professionnels. Tous affirment que l'ambiance est souvent pesante et que les décisions concernant la vie des demandeurs déboutés influencent fortement la relation entre professionnels et bénéficiaires. De manière particulière, un des professionnels interrogé est culpabilisé par des décisions qui ne le concernent pas, telles que les décisions de détention administrative ou les perquisitions de la police. En effet, à la question « qu'est-ce qu'il te plaît le moins dans ce centre », un enfant ayant son père en détention administrative a répondu ne pas aimer ce professionnel. Une tension évidente est à souligner : les textes législatifs prononcent que l'unité familiale ne doit pas être divisée et que les familles jouissent de la protection étatique et sociale. Pourtant, certains enfants vivant au sein du centre de Cadro vivent des situations opposées à celles envisagées par les législations. Dans ce sens, les enfants sont soumis à des traumatismes, à des pressions et à des conditions de vie qu'ils revendiquent comme injustes. De leur côté, les professionnels se retrouvent à travailler dans des situations hautement complexes et désespérées. Il paraît donc que les principes énoncés dans les textes législatifs restent parallèles à la réalité vécue par les professionnels et subie par les enfants.

Comme il a été démontré dans ce travail, autour des enjeux politiques, sociaux et économiques du domaine de l'asile, il existe une vaste zone grise dans laquelle vivent des mineurs vivant des situations très difficiles (M. Marugg, décembre 2012). Les systèmes en matière d'asile devraient alors investir dans la protection des enfants, dans l'élaboration des projets personnels et dans l'intégration des mineurs migrants afin d'agir dans l'intérêt supérieur de l'enfant (Mai, 2010) et de redonner aux individus le droit d'asile qui semble appartenir seulement aux Etats (Rigaux, 1985, cité par Bolzman, 2001).

5. Conclusion

Avoir interrogé tous les professionnels ainsi que la majorité des enfants accueillis dans le centre de Cadro constitue sûrement un point positif de ce travail. Toutefois, cette recherche n'est pas représentative pour l'ensemble des mineurs requérants d'asile déboutés au Tessin. Une étude à l'échelle cantonale serait pertinente afin de recueillir les conceptions de l'ensemble des acteurs, y compris celles du réseau élargi des professionnels travaillant dans ce domaine et celles des enfants habitant hors du centre de Cadro.

Au terme de ce travail, il est évident que la question de la prise en charge des mineurs requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse est complexe. Comme il a été démontré dans le dernier chapitre, les conceptions des professionnels, des mineurs en question et des cadres législatifs diffèrent, voire s'opposent sur ces indicateurs : le principe de non-discrimination, la santé, la participation, l'école et les conditions de vie. Les résultats confirment l'hypothèse élaborée au début du travail: « chaque acteur du système triangulaire a une perspective différente de la prise en charge des mineurs requérants d'asile ayant reçu une décision d'éloignement de la Suisse. Ces perspectives se transforment en tensions potentielles entre les acteurs à propos d'indicateurs particuliers tels que le principe de non-discrimination, la santé, la participation et l'école ». Cette recherche a également mis en avant une tension qui n'était pas théorisée dans l'hypothèse, celle concernant les conditions de vie.

Les cinq indicateurs, dont les perspectives des acteurs sont en tension, confirment que les lois énoncent des principes que dans la réalité ne sont pas garantis. Les raisons de ces tensions sont diverses : le prétexte ou le besoin de protection pour le premier indicateur ; le fait de jongler dans une zone grise pour le principe de la santé ; la méconnaissance du droit à la participation ; les revendications de la part des enfants non-scolarisés ; le décalage entre les législations et les réalités vécues par les mineurs et les professionnels. Au terme de ce travail, il apparaît donc que les relations d'entente qui devraient exister entre les acteurs du triangle de la prise en charge des mineurs requérants d'asile déboutés sont inexistantes. La création d'un terrain commun à la pratique professionnelle et aux cadres législatifs semble une utopie encore difficilement réalisable.

6. Références

Les références précédées d'une astérisque désignent des études issues de méta-analyses.

Législations

Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210.

Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999, RS 101.

Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, RS 0.107.

Convention relative au statut des réfugiés (Convention de Genève) du 28 juillet 1951, RS 0.142.30.

Loi fédéral sur l'assurance maladie du 18 mars 1994, RS 832.10.

Loi fédéral sur les étrangers du 16 décembre 2005, RS 142.20.

Loi sur l'asile du 26 juin 1998, RS 142.31.

Ordonnance 1 sur l'asile relative à la procédure du 1^{er} janvier 2011, RS 142.311.

Pacte international relatif aux droits civiques et politiques du 16 décembre 1966, RS 0.103.2.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16 décembre 1966, RS 0.103.1.

Littérature scientifique

Auer, A., Malinverni, G. et Hottelier, M. (2006). Les effets des traités. Dans A. Auer, G. Malinverni et M. Hottelier (Eds.), *Le droit constitutionnel suisse, volume 1* (p. 456-466). Berne, Suisse : Stämpfli.

Beazly, H., Bessell, S., Ennew, J. et Waterson, R. (2009). The right to be properly researched: research with children in a messy, real world. *Children's Geographies* 7(4), 365-378.

Bodenmann, P., Pasche, C., Marguerat-Bouché, I., Vannotti, M., Puig, F., Diserens, E.-A. et Elghezouani, A. (2008). Durcissement des lois sociales et santé des migrants forcés. *Revue Médicale Suisse* 4(181), 2563-2568.

- Bolzman, C. (2001). Politiques d'asile et trajectoires sociales des réfugiés : une exclusion programmée. Le cas de la Suisse. *Sociologie et sociétés* 33(2), 133-158.
- *Children's Legal Center (ed.) (1992). *Enfants ou réfugiés ?* Londres, Angleterre : Children's Legal Center.
- Coggi, C. et Ricchiardi, P. (2005). *Progettare la ricerca empirica in educazione*. Rome, Italie: Carocci.
- Comité des droits de l'enfant (2009). *Observation générale n°12*. Genève, Suisse : Nations Unies.
- Corriere del Ticino (2012, décembre). Asilo : La capacità dei cinque centri va accresciuta. *Corriere del Ticino*, p.1, 8.
- *Goodale, M. (2009). *Surrendering to Utopia. An Anthropology of Human Rights*. Stanford, United States: Stanford University Press.
- Hanson, K. et Poretti, M. (2011). « *Living Rights* » ou l'enfant sujet de droits : la traduction de la compréhension de leurs droits par les enfants eux-mêmes à l'attention de la communauté internationale. Sion, Suisse : Institut Universitaire Kurt Bösch.
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (2001). Dans *Missions, Demandeurs d'asile*. Récupéré le 23 novembre 2012 du site de l'organisme : <http://www.unhcr.ch/missions-du-hcr/demandeurs-dasile.html?L=1>
- Hoerburger, C., Höhler, G., Huber, H., Seitz, R. & Serve, H.J. (1994). *Kreativität in Schule und in Gesellschaft*. Donauwörth, Allemagne : L. Auer.
- *Lévy, J. et Lussault, M. (Eds.) (2003). *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, France : Belin.
- Mai, N. (2010). The politicisation of migrant minors: Italo-Romanian geopolitics and EU integration. *Area* 2(2), 181-189.
- Marugg, M. (2012, décembre). *Le rapport des ONG au Comité des droits de l'enfant*. Communication présentée à la journée de débat organisée par le Centre suisse de compétence pour les droits humains, l'Institut Kurt Bösch et l'Institut International des Droits de l'Enfant.

- Melgar, F. (2011). *Vol spécial*. Documentaire transmis sur RSI le 26 mars 2012.
- Morrow, V. (2008). Ethical dilemmas in research with children and young people about their social environments. *Children's Geographies* 6(1), 49-61.
- Office fédéral des migrations (2008, mise à jour 1^{er} janvier). *Manuel de procédure d'asile*. Berne, Suisse : Office fédéral des migrations.
- Office fédéral des migrations (2012). *Statistique en matière d'asile*. Berne, Suisse : Office fédéral des migrations.
- Office fédérale des migrations (2012). *Stranieri e richiedenti l'asilo in Svizzera*. Berne, Suisse : Office fédéral des migrations.
- *Rigaux, F. (1985). La situation juridique et sociale des requérants d'asile en Europe Occidentale, Dans Actes des premières Assises sur le droit d'asile (dir.), *La forteresse européenne et les réfugiés* (p. 93-104). Lausanne, Suisse : Editions d'En Bas.
- Stoecklin, D. (2009). L'enfant acteur et l'approche participative. Dans D. Stoecklin et J. Zermatten (dir.), *Le droit des enfants de participer. Norme juridique et réalité pratique : contribution à un nouveau contrat social* (p. 47-71). Sion, Suisse : Institut Universitaire Kurt Bösch/Institut international des Droits de l'Enfant.
- Stoecklin, D. (2012, décembre). *La participation de l'enfant : L'enfant sujet des droits ? Application concrète ?* Communication présentée à la journée de débat organisée par le Centre suisse de compétence pour les droits humains, l'Institut Kurt Bösch et l'Institut International des Droits de l'Enfant.
- Zermatten, J. (2000). Etrangers, Migrants, Réfugiés, Requérants, Clandestins...Et les Droits de l'Enfant ? Dans Institut Universitaire Kurt Bösch (Ed.), *Etrangers, Migrants, Réfugiés, Requérants, Clandestins...Et les Droits de l'Enfant ?* (p. 7-10). Sion, Suisse : Institut Universitaire Kurt Bösch/Institut International des Droits de l'Enfant.
- Zermatten, J. (2010). Situation récente en Suisse. Dans Institut International des Droits de l'Enfant (dir.), *Enfants et adolescent migrants, une perspective de santé et de droits* (p. 2-5). Sion, Suisse : Institut International des Droits de l'Enfant.

Sites web

Amnesty International (2011). *Mesures de contrainte dans le domaine de l'asile et de la migration*. Récupéré le 29 novembre du site de l'organisme :

http://www.volspecial.ch/uploads/1331711440_Amnesty%20International%20fi che%20information.pdf

Confédération suisse (2010, mise à jour 2 mars). *L'ufficio Federale della Migrazione*.

Récupéré le 23 novembre 2012 du site de la Confédération :

http://www.bfm.admin.ch/content/bfm/it/home/die_oe.html

Confédération suisse (n.d.). Dans *Le Portail suisse, Asile en Suisse*. Récupéré le 11 décembre 2012 du site :

<http://www.ch.ch/schweiz/00157/00176/index.html?lang=fr>

Croce Rossa Ticino (n.d.). Dans *Migrazione, Servizio Richiedenti l'asilo (RA)*. Récupéré le 14 juillet 2012 du site de l'organisme :

<http://www.crs-luganese.ch/attivita/migrinfo.html>

Croce Rossa Ticino (n.d.). *Informazioni generali*. Récupéré le 14 juillet 2012 du site de l'organisme: <http://www.crs-luganese.ch/crsl/crslinfo.html>

Département fédéral de justice et police (2012, mise à jour 10 octobre). *Participation de la Suisse à l'EASO : les négociations progressent*. Récupéré le 9 décembre du site du Département :

http://www.ejpd.admin.ch/content/ejpd/fr/home/dokumentation/mi/2012/ref _2012-10-10.html

Département fédéral de justice et police (2012, mise à jour 19 octobre). *Statistiques en matière d'asile 3^{ème} trimestre 2012 : augmentation du nombre des demandes d'asile, de cas réglés et de départs*. Récupéré le 21 décembre 2012 du site du Département :

http://www.ejpd.admin.ch/content/ejpd/fr/home/dokumentation/mi/2012/ref _2012-10-19.html

Département fédéral de justice et police (2012, mise à jour 11 novembre). *Statistique en matière d'asile pour le mois de novembre 2012 : moins de demandes d'asile déposées, davantage d'affaires réglées*. Récupéré le 24 novembre 2012 du site du Département :

http://www.ejpd.admin.ch/content/ejpd/fr/home/dokumentation/mi/2012/ref_2012-12-11.html

Département fédéral de justice et police (2012, mise à jour 13 décembre). *Accord visant à améliorer la collaboration Dublin*. Récupéré le 21 décembre 2012 du site du Département :

http://www.ejpd.admin.ch/content/ejpd/fr/home/dokumentation/mi/2012/ref_2012-12-13.html

Institut International des Droits de l'Enfant (2008). Dans *Thèmes, Enfants migrants*. Récupéré le 4 décembre 2012 du site de l'organisme :

http://www.childsrights.org/html/documents/themes/enfants_migrants.pdf

Office fédéral des migration (2008, mise à jour 6 mai). Dans *La procédure d'asile, Répartition des requérants d'asile selon les cantons*. Récupéré le 11 décembre 2012 du site de l'Office :

http://www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/themen/asyl/asylverfahren/empfang/verteilung_der_asylsuchenden.html

Office fédéral des migrations (2010, mise à jour 1^{er} mars). Dans *Schengen/Dublino, Dublino*. Récupéré le 15 décembre 2012 du site de l'Office :

http://www.bfm.admin.ch/content/bfm/it/home/themen/schengen_dublin/dublin.html

Office fédéral des migrations (2011, mise à jour 27 octobre). Dans *Schengen/Dublino, Schengen*. Récupéré le 15 décembre 2012 du site de l'Office:

http://www.bfm.admin.ch/content/bfm/it/home/themen/schengen_dublin/schengen.html

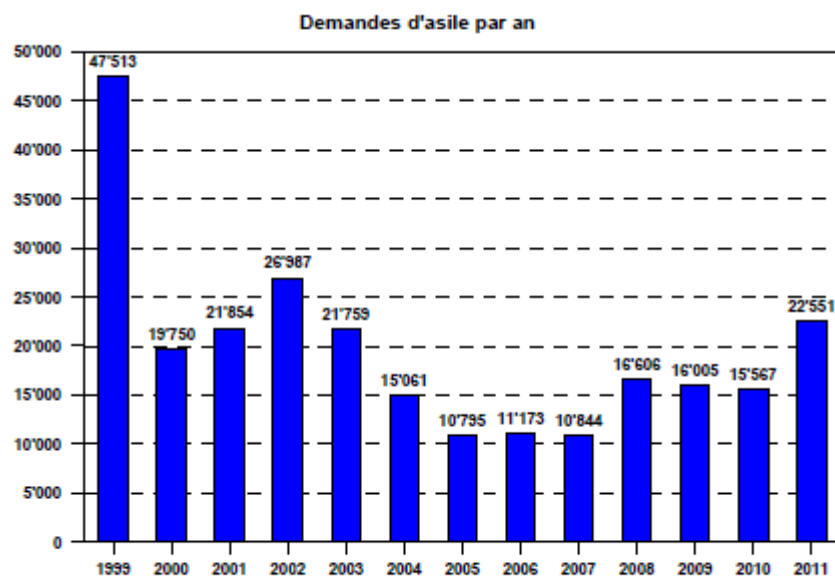
Office fédéral des migrations (2012, mise à jour 28 novembre). *Libera circolazione delle persone Svizzera – EU/AELS*. Récupéré le 2 décembre 2012 du site de l'office: http://www.bfm.admin.ch/bfm/it/home/themen/fza_schweiz-eu-efta.html

Swissinfo (2012, mise à jour 23 décembre). Dans *Politique d'asile, Asile : l'UDC veut lancer d'autres initiatives pour durcir le droit*. Récupéré le 16 décembre du site de l'organisme :

http://www.swissinfo.ch/fre/nouvelles_agence/international/Asile:_lUDC_veut_lancer_dautres_initiatives_pour_durcir_le_droit.html?cid=34586576

7. Annexes

Annexe I : Statistiques



(ODM, 2012)

Annexe II : Questionnaire pour les professionnels

La ringrazio per la Sua disponibilità. Questo colloquio mi è utile per la mia formazione all'IUKB e più particolarmente per la mia tesi di laurea, la quale tratta della presa a carico dei richiedenti l'asilo minori che hanno ricevuto una decisione di allontanamento dalla Svizzera. Le Sue risposte saranno considerate confidenziali e anonime. Qualora non volesse continuare il colloquio, lo possiamo interrompere ad ogni momento. Se lo desidera, posso elaborare una restituzione scritta delle riflessioni nate nel corso di questo colloquio e consegnarglieLe. La informo che questo colloquio sarà registrato. È d'accordo?

Domanda di ricerca : Come concettualizzano i professionisti, i minori in questione e le leggi l'accoglienza dei minori richiedenti l'asilo che hanno ricevuto una decisione di allontanamento dalla Svizzera?

Domande introduttive per sentirsi a proprio agio
1. Da quando esiste questo centro d'accoglienza per richiedenti l'asilo?
→ Qual è il Suo percorso professionale e la Sua funzione attuale in questo centro ?

Presentazione centro
2. Qual è la missione di questo centro d'accoglienza ?
→ Quali sono i suoi obiettivi ?
→ Quali sono le sue prestazioni ?
→ Secondo Lei, la Sua missione concerne maggiormente i bambini, i loro genitori o la famiglia nel loro insieme ?
→ Potrebbe illustrare le Sue parole con un esempio d'intervento concreto ?

Presa a carico dei minori
3. Come definirebbe la nozione di bambino ?
4. → Che statuto rappresentano i minori che accogliete in questo centro ?
5. Che importanza occupano i bambini nella missione e nelle azioni del vostro centro ?

6. Come si realizza la presa a carico dei minori in questo centro ?
<p>→ Qual è la pratica quotidiana e generale dei minori accolti in questo centro ?</p> <p>→ Qual è la presa a carico sanitaria dei minori (assicurazioni, cassa malati, ecc.)?</p> <p>→ Qual è la presa a carico scolastica dei minori (asilo nido, scuola dell'obbligo, apprendistato, ecc.)?</p> <p>→ Quali attività ricreative sono realizzate con i minori ?</p> <p>→ Quale panoplia (possibilità) ha per sviluppare questa presa a carico ?</p> <p>→ Nel Suo lavoro quotidiano, quali limiti incontra ?</p>
7. Come prende in considerazione l'evoluzione della situazione nella quale interviene ?
<p>→ Come prende in considerazione l'opinione dei Suoi beneficiari in età minorile (tramite avvocato, tramite i genitori, direttamente, ecc.) ?</p> <p>→ Come prende in considerazione il principio di trasparenza ?</p>

Fine della presa a carico
8. Come avviene generalmente la fine della presa a carico di un minore ?
→ Quali sono i criteri per una fine della presa a carico ?

Documenti
9. Ha dei documenti a proposito del vostro centro ? Per esempio una convenzione scritta con gli enti politici, dei progetti pedagogici, tutto ciò che concerne gli aspetti procedurali e formali della missione, ecc.?

Le piacerebbe aggiungere qualcosa ?

La ringrazio per avermi ricevuta e per il tempo che mi ha concesso! ☺

Annexe III : Questionnaire pour le directeur

La ringrazio per la Sua disponibilità. Questo colloquio mi è utile per la mia formazione all'IUKB e più particolarmente per la mia tesi di laurea, la quale tratta della presa a carico dei richiedenti l'asilo minori che hanno ricevuto una decisione di allontanamento dalla Svizzera. Le Sue risposte saranno considerate confidenziali e anonime. Qualora non volesse continuare il colloquio, lo possiamo interrompere ad ogni momento. Se lo desidera, posso elaborare una restituzione scritta delle riflessioni nate nel corso di questo colloquio e consegnarglieLe. La informo che questo colloquio sarà registrato. È d'accordo?

Domanda di ricerca : Come concettualizzano i professionisti, i minori in questione e le leggi l'accoglienza dei minori richiedenti l'asilo che hanno ricevuto una decisione di allontanamento dalla Svizzera?

Domande introduttive per sentirsi a proprio agio
1. Da quando esiste questo centro d'accoglienza per richiedenti l'asilo?
→ Qual è il Suo percorso professionale e la Sua funzione attuale in questo centro ?

Presentazione centro
2. Qual è la missione di questo centro d'accoglienza ?
→ Quali sono i suoi obiettivi ?
→ Quali sono le sue prestazioni ?
→ Secondo Lei, la Sua missione concerne maggiormente i bambini, i loro genitori o la famiglia nel loro insieme ?
→ Potrebbe illustrare le Sue parole con un esempio d'intervento concreto ?
→ Per quanto concerne l'asilo, in che modo questo centro è legato alle autorità cantonali ?

Presa a carico dei minori
3. Come definirebbe la nozione di bambino ?
→ Che statuto rappresentano i minori che accogliete in questo centro ?

<p>4. Che importanza occupano i bambini nella missione e nelle azioni del vostro centro ?</p>
<p>5. Come si realizza la presa a carico dei minori in questo centro ?</p> <p>→ <i>In generale, qual è la quotidianità dei minori accolti in questo centro ?</i></p> <p>→ <i>Qual è la presa a carico sanitaria dei minori (assicurazioni, cassa malati, ecc.)?</i></p> <p>→ <i>Qual è la presa a carico scolastica dei minori (asilo nido, scuola dell'obbligo, apprendistato, ecc.)?</i></p> <p>→ <i>Quali attività ricreative sono realizzate con i minori ?</i></p> <p>→ <i>Quale panopia (possibilità) ha per sviluppare questa presa a carico ?</i></p> <p>→ <i>Nel Suo lavoro quotidiano, quali limiti incontra ?</i></p>
<p>6. Questo centro, come prende in considerazione l'evoluzione della situazione nella quale interviene ?</p> <p>→ <i>Come prende in considerazione l'opinione dei Suoi beneficiari in età minorile (tramite avvocato, tramite i genitori, direttamente, ecc.) ?</i></p> <p>→ <i>Come prende in considerazione il principio di trasparenza ?</i></p>

Fine della presa a carico
<p>7. Come avviene generalmente la fine della presa a carico di un minore ?</p> <p>→ <i>Quali sono i criteri per una fine della presa a carico ?</i></p>

Documenti
<p>8. Ha dei documenti a proposito del vostro centro ? Per esempio una convenzione scritta con gli enti politici, dei progetti pedagogici, tutto ciò che concerne gli aspetti procedurali e formali della missione, ecc.?</p>

Le piacerebbe aggiungere qualcosa ?

La ringrazio per avermi ricevuta e per il tempo che mi ha concesso! ☺

Annexe IV : Questionnaire pour les enfants

Mi chiamo Stefania Brändli e sono una studentessa all'Università. Ho 24 anni e abito in Svizzera. Ti chiedo se vorresti rispondere ad alcune domande. Le tue risposte mi sono utili nella mia formazione. Quello che mi interessa capire è come vivi qui in questo centro e cosa ti piacerebbe migliorare o cambiare in questa situazione. Le tue risposte saranno confidenziali (riservate solo a noi) e anonime (alle tue risposte non sarà legato nessun nome; saranno delle risposte senza nome). Non esistono risposte giuste o sbagliate. Rispondi quello che ti senti di dire perché a me interessa sapere cosa ne pensi tu rispetto a questo centro e cosa senti. Durante le tue risposte, è possibile che mi vedrai scrivere. Lo faccio così sono sicura che non dimentico quello che mi dici. In tutti i casi le tue risposte sono riservate e senza nome. Se non vuoi più rispondere alle mie domande, basta che me lo dici. Non ci sono problemi. Ti ringrazio ancora per aver deciso di rispondere alle mie domande.

Domande per mettere a proprio agio
1. Quanti anni hai ? Da quale paese vieni ?
2. Cosa ti piace fare ?

Quotidianità
Mi puoi spiegare cosa fai durante la giornata ?
→ <i>Per esempio, cosa hai fatto oggi ?</i>

Presa a carico dei minori
3. In che modo passi i momenti con i tuoi amici qui nel centro ?
→ <i>C'è uno spazio per giocare dove puoi ritrovarti con i tuoi amici o dove puoi giocare qui al centro ?</i>
→ <i>Questo centro ha dei giochi che ti piacciono ?</i>
4. Come fai se vuoi proporre delle attività o dei giochi da fare alle persone che lavorano qui al centro ?
→ <i>Per esempio dei giochi o delle cose che ti piacerebbero fare o dei cambiamenti che vorresti fare ? → Hai già proposto o domandato a qualcosa ai collaboratori che lavorano in questo centro ?</i>

<p>5. Vai a scuola ?</p> <p>→ Dove si trova la tua scuola ? Vai a piedi ?</p> <p>→ Ti piace andare a scuola ?</p> <p>→ É facile o difficile andare a scuola ?</p> <p>→ Cosa fai dopo scuola ?</p> <p>→ Sei già andato a scuola nel tuo paese di origine ?</p>
<p>6. Ti vedo in forma, ma immaginiamo che non stai bene. Da chi vai?</p> <p>→ Esiste un dottore in questo centro ?</p> <p>→ Vai da questo dottore del centro o da qualcun'altro ?</p>

Giudizio del centro
<p>7. Mi potresti dire una cosa che ti piace di questo centro? E una cosa che invece non ti piace?</p>
<p>8. C'è qualcosa che se tu potessi, la cambieresti in questo centro ?</p>

Vuoi aggiungere qualcosa o hai dimenticato di dire qualcosa che ti piacerebbe dire?

Ti ringrazio tanto per il tempo che mi hai concesso. Grazie mille!!! ☺